# Violences post-électorales en Centrafrique

**En République centrafricaine, l'annonce début janvier du résultat de l'élection présidentielle du 27 décembre, et de la réélection dès le premier tour de Faustin-Archange Touadéra, est intervenue dans un contexte de reprise des violences : les groupes rebelles qui contrôlent les deux tiers du territoire ont pris plusieurs villes et provoqué la fuite de dizaines de milliers de personnes. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Parmi celles dont le Défap soutient les actions figure ainsi l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa.**



*Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR*

Le résultat du vote du 27 décembre a été annoncé le lundi 4 janvier par la commission électorale : Faustin-Archange Touadéra, président en exercice de la République centrafricaine (RCA) et candidat à sa propre succession, a été déclaré réélu dès le premier tour de la présidentielle, avec 53,92% des voix. Se détachant ainsi nettement parmi les 16 candidats qui briguaient la présidence en ordre dispersé, et au sein desquels l'ancien Premier ministre Anicet Georges Dologuélé n'arrivait deuxième qu'avec 21,01% des suffrages exprimés.

Mais ces résultats, qui doivent encore être validés officiellement par la Cour constitutionnelle, sont déjà rejetés par la coalition rebelle qui contrôle de fait plus des deux-tiers du territoire ; les opérations de vote se sont ainsi déroulées dans un pays en proie à une nouvelle offensive de ces groupes armés qui avaient juré de «prendre le contrôle de tout le territoire». Au cours des dernières semaines, les forces rebelles ont pris une série de villes, y compris la ville du sud-est de Bangassou. La capitale, Bangui, reste sous la protection des Forces armées centrafricaines (FACA) – renforcées par des militaires russes et des troupes rwandaises – et des soldats de la paix de l'ONU.

## Des élections largement perturbées

Faustin-Archange Touadéra voulait initialement retarder le scrutin présidentiel en raison de la pandémie de Covid-19, mais en a été empêché par la cour constitutionnelle. Plusieurs candidats de l'opposition ont exploité le mécontentement populaire à l'égard de l'accord de paix de Khartoum (le treizième accord de paix en Centrafrique), qui a accordé aux chefs rebelles des postes au gouvernement, malgré les crimes de guerre commis depuis le début de la guerre civile en 2013.

Facteur aggravant les tensions, parmi les candidats ayant postulé à la présidence le 27 décembre, figurait l'ancien dirigeant François Bozizé, rentré en RCA fin 2019 après six ans d'exil. Sa candidature a été invalidée par la Cour constitutionnelle peu avant l'offensive rebelle, et Faustin-Archange Touadéra l'a aussitôt accusé d'être derrière cette «tentative de coup d'État». Conséquence : près de deux ans après la signature de l'accord de Khartoum, le niveau de violence à travers le pays n'a absolument pas diminué, comme le souligne Hans De Marie Heungoup, analyste pour l'Afrique centrale à l'International Crisis Group.

Des milliers de personnes ont été empêchées de voter ou privées de leur carte d'électeur, jamais arrivée en raison de l'insécurité. Dans d'autres régions, le vote n'aurait tout simplement pas pu avoir lieu car des centaines de bureaux n'ont pas ouvert. Selon l'Autorité nationale des élections (ANE), sur 1,8 million d'électeurs enregistrés avant le scrutin, seulement 700.000 Centrafricains se seraient rendus aux urnes. Nombre d'électeurs auraient vu par ailleurs leur bulletin de vote détruit. L'opposition a dénoncé des «fraudes massives» – ce qu'ont fait également de nombreux observateurs étrangers.

## Les Églises, artisans de paix

Avec la reprise de ces violences, le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, estime que 185.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis le 15 décembre, tandis que plus de 30.000 Centrafricains ont fui vers les pays voisins. Mais avant même cette nouvelle offensive des groupes rebelles, la RCA faisait face à l'une des plus graves urgences humanitaires au monde: un Centrafricain sur quatre – quelque 1,2 million de personnes – était déjà déplacé par les années de conflit. Dans de nombreuses régions, l'accès des agences d'aide est difficile et la malnutrition est en hausse car de nombreuses communautés reçoivent peu d'assistance.

Dans ce pays où les structures collectives sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Elles jouent un rôle irremplaçable auprès de la population, aident à panser les plaies de la guerre et plaident pour l'apaisement. Au cours des dernières années, le Défap a tout particulièrement accompagné l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : **Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui**). Parmi ses projets en cours figure ainsi le financement du forage d'un puits à Morija, où a été construite une école. Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises qui interviennent dans d'autres régions, dans des conditions tout aussi difficiles et qui ont les mêmes besoins ; c'est notamment le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).